

4<sup>E</sup> ÉDITION

# JOURNÉES NATIONALES

# e' de AGRICULTURE

15 & 16 JUIN 2017

# URBAINE

À Lyon

Hotel de Ville - Salon Justin Godard  
1 place de la Comédie 69001 Lyon



*Du projet citoyen  
au projet professionnel,  
dynamiques territoriales et emplois de demain*

## Lyon accueille en vert

C'est une métropole verte qui a accueilli le 15 juin 2017 les quatrièmes journées nationales de l'agriculture urbaine. Grande ville industrielle, Lyon possède aussi un potentiel agricole réel, qui s'appuie sur un savoir faire ancien, et sur l'expertise d'acteurs d'aujourd'hui, tels le centre de formation et de promotion horticole de Lyon-Ecully, qui a porté l'événement.

Sans oublier un vaste territoire. La ville possède 500 hectares d'espaces verts. Elle a vu, en 15 ans, la création d'une centaine de jardins partagés. Près de 25 % de la superficie de l'agglomération sont dédiés à l'agriculture. Soient 12 000 hectares sur 50 000. Cela lui donne quelques atouts pour freiner l'expansion urbaine et redonner sa place à l'agriculture, urbaine et périurbaine. Côté "cinquième façade", l'agglo compte quelque 700 hectares de terrasse qui font rêver les politiques comme les porteurs de projet.

*Rédaction, agence de Presse Pleins Titre- Juin 2017*

## Alain Giordano

*Adjoint au maire de Lyon, espaces verts, cadres de vie, nouveau mode de vie urbain, qualité de l'environnement*

*“Les abeilles reviennent”*

Est-ce un signe que le vert gagne la ville ? *“Cette année, Lyon organise trois grands événements en lien avec la nature, a rappelé Alain Giordano en ouvrant les 4e journées nationales de l'agriculture urbaine (JNAU). Outre ces journées, nous accueillons en effet le congrès national des espaces verts et le salon Paysalia.”* Pour l'adjoint au maire de Lyon, chargé à la fois des espaces verts et des cadres de vie, du nouveau mode de vie urbain et de la qualité de l'environnement, *“ ramener la campagne en milieu urbain ”* est une dynamique à l'œuvre.

Avec 500 hectares aujourd'hui, Lyon a réalisé 30 hectares d'espaces verts supplémentaires dans les trois dernières années. La ville a reconquis les berges de la Saône, après celles du Rhône, a créé ou agrandi des parcs, comme celui de Sergent Blandan, à la frontière des 3e, 7e, et 8e arrondissements... *“ Cette première étape en amène une deuxième : nous pouvons nous appuyer sur la nature pour améliorer la santé et les déplacements doux, à condition de gérer écologiquement ces espaces. Et en mesurant, toujours les effets de cette politique.”* Le dispositif Zéro phyto, développé depuis 2005 à Lyon, change la physionomie des rues. Les abeilles reviennent.

Autre cran dans la progression, *“il faut trouver un équilibre entre le minéral et le végétal, dit l' élu, en maintenant une ceinture verte autour de la ville, qui aurait des vertus à la fois écologique et d'autonomie alimentaire. Il est essentiel que les agriculteurs de l'agglomération trouvent des débouchés en ville. Donc, nous devons créer des marchés, organiser des points de vente collectifs, créer des liens”*.

Quid de la cinquième façade ? Alain Giordano estime qu'il « faut des démonstrateurs pour bâtir une politique qui tienne compte des contraintes de chacun. Et, au-delà du Centre de formation et de promotion horticole de Lyon-Ecully, toujours à la pointe, il faut que l'éducation s'empare du sujet. Il faut cultiver notre jardin, travailler la terre collectivement, se concentrer sur le travail, et lever la tête”. Pour rêver et réfléchir.

## Vincent Ripoche

*Directeur de l'EPLFPA de Lyon Dardilly, représentant le directeur régional de l'agriculture et des forêts*  
 Sous le patronage du ministère de l'Agriculture, ces 4e journées s'inscrivent *"au cœur d'une métropole qui donne une vraie place au végétal et à la biodiversité*, souligne Vincent Ripoche, directeur de l'établissement public local d'enseignement horticole et du paysage de Lyon Dardilly (EPLFPA). *Elles sont aussi le fruit du travail d'une école, de ses équipes, et au croisement de nombreuses thématiques qui traversent l'agriculture aujourd'hui."*

Créés en 1960, les établissements agricoles ont en effet la mission de former les jeunes, futurs professionnels, ainsi que les adultes en reconversion, mais aussi les jardiniers qui s'engagent dans une démarche amateur. *"Peut-on vivre de l'agriculture urbaine ? La question est encore émergente, mais il nous faut absolument l'accompagner"*, ajoute le directeur.

## Bruno Charles

*Vice-président de la Métropole de Lyon, développement durable, biodiversité, trame verte, politique agricole*

Greenwashing ou vraie révolution ? En tous les cas, pour Bruno Charles, en charge du développement durable, de la biodiversité, de la trame verte, de la politique agricole de la Métropole de Lyon, l'agriculture urbaine ne date pas d'hier : *"Il y avait déjà de l'agriculture dans les villes autrefois et les jardins ouvriers se sont développés à Saint-Etienne dès le XIXe siècle, pour l'autosuffisance alimentaire. Ici, à Lyon, l'agriculture et l'horticulture sont inscrites dans l'histoire. Lyon occupe une place privilégiée, à la confluence des climats continental, océanique et méditerranéen"*.

L'élus pense aux roses : fin du 19ème siècle, la ville comptait des rosiéristes célèbres qui créèrent plus de 3 000 variétés de roses. Mais il rappelle aussi que la ville a connu dès le XVIIe siècle un fort développement de l'horticulture et du maraîchage, avec la création de 15 000 variétés anciennes de fruits, fleurs, légumes (\*). *"Fin XIXe, la place Sathonay, au pied de la Croix Rousse, abritait l'un des plus grands centres mondiaux de conservation horticole de semences, rappelle Bruno Charles. On a perdu tout cela depuis 80 ans, il nous faut les rechercher."*

Rechercher pour réhabiliter : telle est justement l'une des missions que s'est fixé depuis 2008 le centre de ressources de botanique appliquée (CRBA), un laboratoire d'idées et de recherches appliquées. Installé sur le domaine de Lacroix-Laval, il coordonne cinq conservatoires participatifs de la biodiversité domestique. Autre chance de l'agglomération qui compte 12 000 hectares de terres agricoles : la métropole a récupéré du département la compétence de l'agriculture. Elle peut donc combiner cette politique avec toutes les autres, en particulier avec le Plan local d'urbanisme, *"qu'on*

est en train de définir, précise Bruno Charles, avec la volonté de freiner l'expansion urbaine et de préserver les surfaces agricoles". La métropole travaille aussi avec la chambre d'agriculture pour maintenir une agriculture de proximité.

Alors que Lyon comptabilise cent créations de jardins en 15 ans, pourquoi ne pas gagner de l'espace sur les 700 hectares de toit terrasses « ouverts » à la végétalisation. "Il faut faire revenir la nature dans la ville au XXI<sup>e</sup> siècle. Si on réussit, on aura une ville vivable".

**(\*) Sur l'histoire de Lyon et les espèces agricoles, lire "Le retour de la monstrueuse" le passionnant numéro des Rues de Lyon, BD écrite par Sandrine Boucher et dessinée par Matthieu Ferrand <http://fr.calameo.com/read/0044806077dc5f57e2286>**

## David Kimelfeld

*Président de la Métropole de Lyon / Lors des journées, encore 1er vice-président de la Métropole de Lyon, maire du 4<sup>e</sup> arrondissement de Lyon*

*« L'agriculture génère 9000 emplois indirects »*

" Faire une part à l'agriculture urbaine n'est pas qu'une mode ou un rêve de citadin, c'est une réalité", lance David Kimelfeld, président de la Métropole de Lyon, en s'appuyant sur quelques chiffres locaux. Dans l'agglomération de 1,3 million d'habitants, 25% de la superficie sont dédiés à l'agriculture, qui génère 700 emplois directs et 9000 indirects. Le président de la Métropole de Lyon place les enjeux du développement de l'agriculture et des espaces verts sur de nombreux points : la santé, la gastronomie (en 2019, l'Hôtel-Dieu de la ville accueillera une Cité de la gastronomie), la valorisation des territoires, la limitation de la consommation d'énergie, la biodiversité...

*"Il ne faut pas non plus oublier l'enjeu de création de lien social et d'activité d'insertion, qui caractérise souvent les projets urbains agricoles ou de maraîchage, souligne l'élu. A ce titre, le lycée agricole de Dardilly-Ecully est un véritable laboratoire, tant sur le plan de l'innovation agricole, que de la protection de l'environnement et d'insertion. Sa ferme salarie seize personnes à temps plein."*

David Kimelfeld cite le projet que la Marmite urbaine développe depuis 2012 (\*), qui associe des cuisiniers, des maraîchers et des agriculteurs pour promouvoir une agriculture biologique paysanne urbaine. Leur projet phare : à Vaise, dans le 9<sup>e</sup> arrondissement de Lyon, l'association développe un projet pilote d'exploitation maraîchère urbaine sur une toiture. Avec l'ambition de créer le premier modèle d'exploitation à des fins économiques, sociales et solidaires en France. "La cinquième façade est un véritable enjeu, estime le président de la Métropole, en partenariat avec des associations, des entreprises et des habitants".

**(\*) <http://www.marmite-urbaine.com>**

## Introduction

*Dans un monde où 54% de la population mondiale est urbaine -et devrait même atteindre les 60% en 2030, l'agriculture est appelée à se développer dans les villes. Elle peut freiner l'imperméabilisation des sols et aider à se réapproprier l'approvisionnement en fruits et légumes. Les quatrièmes journées nationales de l'agriculture urbaine proposent trois entrées dans le sujet : l'engagement pionnier de Montréal depuis les années 1990, un point de la situation en France et une présentation de l'association du Passe-jardins, qui accompagne à Lyon des projets de création de jardins.*

### La référence québécoise

#### *A Montréal, le droit au sol agricole*

Eric Duchemin est à la fois fermier, chercheur et citoyen. De même, à Montréal, l'agriculture urbaine s'ancre depuis les années 1990s à la fois dans les champs social, économique et l'écologie, avec une bonne dose d'innovation. « *Beaucoup de nos projets sont partis d'interrogations sur la justice sociale et alimentaire*, rappelle Eric Duchemin, directeur du laboratoire sur l'agriculture urbaine, de l'Institut des sciences de l'environnement de l'Université de Québec à Montréal. *Dans un contexte de crise économique, des groupes se sont réappropriés des espaces qui avaient été délaissés. C'était aussi une manière de reconquérir le droit à une alimentation saine. Très vite, nous avons parlé d'entreprise agricole.* »

« *Le terme de ferme-usine n'est-t-il pas antinomique avec la volonté de développer la production de qualité ?* », questionne François Trignol, directeur du CFA agricole de la Corrèze. « *Ce n'est pas un gros mot, mais une réalité*, rétorque Eric Duchemin. *D'autant que toutes les expériences d'agriculture urbaine favorisent le bio et misent sur l'entraide. Elles offrent aussi l'opportunité de trouver une solidarité entre urbains et périurbains.* »

Il semble que Montréal ait saisi cette occasion. La ville possède une vraie culture du jardin : 42% de la population, soient 800 000 personnes, disent avoir un jardin. La ville compte 95 jardins communautaires, 8500 parcelles, que la collectivité a l'ambition de diviser pour donner au moins à 1% de la population accès à ces jardins. Certains arrondissements ont permis aux gens de cultiver certains bouts de trottoirs.

#### *Apiculture urbaine*

L'agriculture urbaine gagne les écoles qui se sont emparées du sujet, notamment les universités. En 2011, par exemple, The Concordia Greenhouse a lancé le programme de production et formation City farm school (<http://www.cityfarmschool.com>), sur le campus Loyola. Depuis la même année, se sont développés des ruchers urbains avec, notamment, l'association universitaire le Crapaud qui

avait déjà des jardins collectifs, et qui a installé des ruches sur le complexe des sciences de l'UQAM (Université de Québec à Montréal). De dix ruches en 2011, on est passé à plus de 500 aujourd'hui. Ces jardins et ces ruches instillent un nouvel esprit dans la ville. On y "verdit intelligemment", on laisse le trèfle en fleur plutôt que de le tondre, les habitants sont invités à des cueillettes de fruits urbains, on commercialise 10 000 paniers hebdomadaires, récoltés sur les toits... Les projets croissent et se multiplient dans l'agglomération, comme les groupes communautaires et les entreprises. *« Notre propre ferme laboratoire en agriculture urbaine est à la fois un lieu de test, de recherche, de formation et d'insertion, précise le chercheur. Depuis plus récemment, aussi, cinq groupes communautaires ont lancé de la production des semis qu'ils donnent en partie à des personnes en difficulté, en échange d'une partie de production, qui sera revendue à faible coût. L'important, en agriculture urbaine, est de toujours penser aux personnes qui vont produire, acheter, manger. »* La chaîne humaine.

## France

### *Grandes diversité des « paysages utiles »*

*« L'agriculture urbaine et périurbaine offrent une stratégie propre à atténuer l'insécurité alimentaire urbaine et à bâtir des villes plus résilientes, estime Anne-Cécile Daniel, chercheuse à l'institut AgroParisTech. Les projets sont tous uniques et, en France, adoptent des formes diverses : jardins ouvriers, partagés, fermes écoles, 5e façade... Ils s'inscrivent, pour l'intra-urbain, dans quatre grandes catégories : l'agriculture urbaine d'entreprise, les jardins collectifs, les microfermes, les fermes urbaines spécialisées. »*

La première catégorie passe par le développement exponentiel des paysages comestibles dans les bureaux, dans les cuisines ou sur les balcons. Guillaume Morel-Chevillet, chercheur de l'institut Astredhor, institut technique de l'horticulture cite l'exemple du Topager, (<http://topager.com/amo/>), une entreprise qui propose la création de « paysage utile ». Ou de Culture en ville (<http://culturesenville.fr/>), qui installe des écosystèmes potagers sur ces espaces urbains vierges. Les initiatives fourmillent d'invention. L'Isara, institut supérieur d'agriculture et d'agroalimentaire Rhône-Alpes, cultive des plantes aromatiques pour la cantine dans un mur vertical. Des plateformes d'échange de parcelles se mettent en place sur internet, des producteurs commercialisent des matériels pour cultiver dans sa cuisine. Des entreprises proposent du team building autour du potager...

### *Projets collectifs*

Plus traditionnelle sont les jardins collectifs et les 120 ans d'histoire des jardins ouvriers. Présents dans toute l'Europe, ils se développent beaucoup, parfois avec le soutien des collectivités, comme à Lyon. La troisième catégorie regroupe les microfermes urbaines, à l'interface entre les jardins collectifs et les fermes plus professionnalisées. Elles sont incluses dans les flux urbains, dans le recyclage de déchets, les événements culturels, et souvent multifonctionnelles. En effet, elles peuvent à la fois jouer un rôle culturel ou éducationnel, développer des activités d'insertion ou de traiteur. A Romainville, près de Paris, le Paysan urbain cultive par exemple des micro-pousses et, en même temps, sensibilise des habitants avec des bacs de culture collective.

Enfin, dernière catégorie, les fermes urbaines professionnelles et spécialisées qui se spécialisent souvent dans une culture. On voit des expériences de serres intégrées à l'architecture, des productions de fraises dans Paris, avec par exemple AGRICool (<https://agricool.co/>), des fermes verticales ou des fermes indoor -où les plantes ne voient pas la lumière du jour. D'autres fermes travaillent dans l'économie solidaire, vertueuse, utilisant par exemple le marc de café des consommateurs pour faire pousser des champignons. L'élevage émerge aussi en ville, notamment celui des poules. Et des projets plus spécifiques se développent, comme à Brindas, où l'institut Astredhor associe aquaponie et écopaturage.

### *Changements à l'œuvre*

Quel impact peuvent avoir tous ces projets ? Quels seront les nouveaux métiers, avec quels profils ? Les deux chercheurs estiment que la mesure des changements à l'œuvre reste compliquée aujourd'hui. « Avec l'agriculture urbaine, il n'y a pas encore de recette miracle ni de business modèle type, remarque Guillaume Morel-Chevillet. Il y a une multiplicité d'acteurs, des structures très variées dans le champ de la nouvelle économie, en Scop, en entreprise plus traditionnelle... En tous les cas, toutes les innovations en ville pourraient inspirer les agriculteurs. »

Le dialogue existe et le secteur se structure cependant, ajoute sa consœur. L'an dernier, les producteurs ont créé l'Association française l'agriculture urbaine professionnelle (AFAUP, <http://www.afaup.org/>). Ainsi, ils peuvent échanger, se conseiller, s'accompagner sur les modalités d'installation, les réglementations à respecter, la logistique ou les aides possibles. « C'est enfin une nouvelle manière de questionner l'aménagement urbain, note Anne-Cécile Daniel. Il faut intégrer l'agriculture urbaine dès la conception de l'espace public, avec les porteurs de projet. Cela questionne l'activité paysagère. On est dans la création d'un lieu de vie, où le sol doit être de qualité. »



L'agriculture urbaine doit rendre service à la ville, en complémentarité avec l'agriculture traditionnelle. « *Et en étant toujours très contextualisée, en lien avec le paysage dans lequel elle s'inscrit* », complète Guillaume Morel-Chevillet.

### **Passe-jardins : le lieu ressource des jardiniers lyonnais**

Créée en 1998 à Lyon, « *l'association le Passe-jardins répondait alors à une forte demande de relancer les jardins ouvriers dans l'agglomération* », explique Gilles Taulemesse, l'un de ses bénévoles. Avec son centre de ressources, elle forme des jardiniers amateurs et professionnels, accompagne des initiatives citoyennes, met des outils à la disposition de ceux qui veulent créer des jardins partagés. A Lyon, comme dans l'ensemble de la région.

A Lyon, il y a deux types d'agriculture urbaine, une périphérique et une centrale. « *Dans l'intra-urbain, il y a une grande diversité de jardins et de projets, de l'autoproduction à la vente privée aux jardins partagés* », note Béatrice Charles, de l'association. Aujourd'hui à Lyon, 165 sites de jardins collaboratif sont répartis, sur 95 hectares. L'association estime le potentiel de production à 1000 tonnes de fruits et légumes, pour 30 000 personnes concernées. Les projets aussi, sont très variés. Il y a par exemple les jardins de la Balme, en pied d'immeuble à Vaulx-en-Velin, riches d'une forte multiculturalité. Mais aussi le jardin partagé Brin d'Guill', où les jardiniers travaillent avec un artiste. Ou encore les jardins d'insertion sociale comme les Jardins de Cocagne ou les Jardins du cœur, liés aux Restos du même nom, mais encore celui des Minguettes, à Vénissieux ou les Pot'iront, à Décines, qui fonctionne, lui sur le principe de la crèche parentale : chaque famille participe avec un maraîcher salarié qui a un réseau de vente.

Par ailleurs, poursuit la bénévole, « nous restons assez critiques sur les fermes usines car elles sont des usines avant d'être des fermes. Or, le lien avec la nature est essentiel dans tous ces projets ». Pour les membres du Passe-Jardins, « on ne fera pas de ville dense sans vrais jardins qui rassemblent les gens, apportent de la fraîcheur dans la ville, de la biodiversité. De plus, ils sont un espace transitionnel : entre le public et le privé, entre les bénévoles et les professionnels, entre la ville et la campagne. »

Une question importante reste cependant en suspend, pour l'association : le foncier, avec une dissociation des statuts, des fragilités, une inscription à la fois locale et globale. « Cela implique de faire de la politique, note Eric Buisson, autre membre du Passe-Jardins. Il faut articuler toutes ces politiques sur la métropole : politique alimentaire, liens sociaux, développement d'une agriculture diversifiée et écologique. Sans oublier les communes périphériques. Il faut vraiment relier la politique agricole et la politique alimentaire, comme les politiques intra-urbaines et les politiques interurbaines et périphériques. »

Enfin, les bénévoles de Passe-Jardin proposent d'investir les 5e façades et prévoient de créer, en 2018, une ressourcerie de matériel d'occasion, « en associant les habitants au projet », conclut le bénévole.

(\*) <https://www.lepassejardins.fr>

## Quelles perspectives pour l'agriculture urbaine ?

*Alors que l'agriculture urbaine a le vent en poupe, quelles sont les perspectives? Perçoit-on déjà les besoins des collectivités ou des aménageurs, les attentes des citoyens ? Avec quelles retombées possibles ? Quelques acteurs engagent l'analyse.*

Grenoble, depuis quelques années, connaît une profusion de dynamiques en matière d'agriculture urbaine. Mais aujourd'hui, selon Florence Ghestem, du collectif Alimentation durable de Grenoble, « il faudrait générer plus de connexions entre les acteurs. Il n'y a pas assez de liens entre l'intérieur de la ville et la périphérie. Et, ce, malgré l'aménagement du territoire, malgré la réflexion qui, dans la métropole grenobloise, relie l'agriculture urbaine aux questions d'emploi, de sûreté alimentaire. Malgré l'importance de renouer avec la nature et le vieillissement de la population ». Pour la responsable d'association grenobloise, ce sujet transversal requiert, de fait, un travail dans le champ politique, avec les élus, que les acteurs de l'agriculture urbaine doivent aiguiller et conseiller.

### *S'engager*

Tatiana Bouvin, du service espaces verts de la ville de Lyon, responsable du développement durable, observe la question de l'engagement sous l'angle inverse. La capitale des Gaules est très investie dans une autre relation avec la nature, notamment. Elle s'est engagée dès 2005 dans le projet Zéro Phyto, travaille aujourd'hui à élargir sa trame verte et la biodiversité. La collectivité a créé plus de 800 microplantations de rue et des hectares de jardins collectifs. en participant activement au projet Urban Bees, qui a permis le développement de ruches dans l'agglomération.

« Mais la prise de conscience doit être collective, souligne Tatiana Bouvin. Les citoyens, et pas seulement les services des espaces verts, doivent participer. Nous encourageons toutes les initiatives, pas seulement à vocation alimentaire, mais aussi pour créer du lien social et végétaliser. » Ainsi, s'il n'est toujours pas permis de planter dans la commune sans autorisation, la ville travaille sur « autorisation administrative ». Les projets de microplantations, encore trop souvent « en bac » souffrent encore d'un manque de visibilité et des pollutions canines ou autres. A quand les cultures en prise directe avec la terre, dans le trottoir, en coupant l'asphalte ?

### *Des ruches aux premières Loges*

Du besoin à l'initiative audacieuse, il n'y a parfois qu'un pas. La Cour des Loges, établissement lyonnais cinq étoiles, porte un soin particulier à son approvisionnement en légumes et fruits de grande qualité, restauration gastronomique oblige. L'établissement s'approvisionne en légumes et fruit bio à la ferme de l'Abbé Rozier, à Ecully. Cette ferme urbaine, créée en partenariat avec le centre de formation et de promotion horticole (CFPH), allie responsabilité sociale (elle salariée 16 personnes en insertion), la performance économique et démarche environnementale et innovation. Pour l'hôtel de grand luxe, la collaboration se solde par *« la découverte d'une autre manière de travailler »*, selon Franck Sciesse, son directeur. L'équipe de restauration a ainsi retrouvé des espèces anciennes, aux goûts recherchés comme la Monstrueuse de Lyon, l'artichaut poivrade, la tomate cornue, mais aussi l'oseille rouge, la corne de seiche ou la moutarde grise. *« Nous allons plus loin encore, explique le directeur. Nous avons investi nos 250 m2 de terrasse, très bien exposés, pour planter des ruches. Nous avons produit 99 kilos de miel en 2016. »*

L'établissement récupèrent aussi le pain et les déchets de cuisine (soient 150 kg par semaine) et les renvoie à la ferme dans les camions qui lui ont apporté les fruits et légumes. Ils servent à la fois aux animaux et au compost. L'échange est vertueux.

### *Incroyables comestibles*

C'est le même esprit, le même désir de mieux manger et consommer, qui a prévalu à la création de l'association des Incroyables comestibles (<http://lesincroyablescomestibles.fr/>). Né il y a à peine neuf ans dans la région de Manchester, sous le nom de « Incredible edible », le mouvement s'est développé tel un éclair dans 25 pays du monde, dont la France.

*« Nous sommes avant tout des citoyens qui défendent le permis de végétaliser dans les villes, en même temps qu'une co-crédation joyeuse de l'abondance partagée, lance, enthousiaste, Jean-Michel Herbillon, co-fondateur d'Incroyables comestibles en France. Notre action est à 50% dédiée à la plantation en milieu urbain, et à 50% pédagogique. »*

Les militants ne visent pas l'autarcie alimentaire des territoires, mais souhaitent, selon son représentant, *« mettre en marche une autre manière de produire, de transformer, de distribuer, de consommer »*, avec l'idée, en filigrane, de *« construire une transition alimentaire de territoire »*. Comment ? Les incroyables comestibles sont justement en train de créer une plateforme nationale qui recense les conditions politiques, économiques ou territoriales qui favorisent cette transition. Pour le responsable, *« il est important de faire la jonction entre toutes les offres de service des acteurs et, notamment, les politiques. Il faut de l'exemplarité et de la concertation. »*

### *Partager*

Avant tout projet, pour Florence Ghestem, il importe de toujours regarder l'existant : « A Grenoble, on ne sait pas encore combien il y a de jardins, quel est le potentiel de production. Or, on a besoin de connaître les ressources disponibles, la production, les formations, les aides possibles. On prépare aujourd'hui un diagnostic partagé avec la métropole et la ville. »

Les ressources sont d'abord humaines. « *Il y a de plus en plus d'échanges de savoir-faire* », assure Tatiana Bouvin, qui estime qu'il y a « un tournant à prendre sur le plan des compétences. Mais aussi un défi au niveau de la propreté de la ville et des sols, afin de développer le jardinage en pleine terre ».

Karim Rahal, Ingénieur agronome du collectif Torba Alger, ajoute « qu'il faut vraiment prendre en compte la question de l'arrosage, qui peut devenir un facteur limitant dans certains projets ». Pour Florence Ghestem, ce problème peut trouver une réponse technique d'approvisionnement, mais doit aussi être pris en compte dans la formation., par la transmission de techniques de culture qui maintiennent l'humidité, comme le paillage » Pour Jean-Michel Herbillon, « toutes les techniques existent dans l'humanité, notamment en Afrique. Reste à faire la révolution de la transition ».

#### **Aurélie Deslyper**

*conseillère à Eco-Logic, à Lille, bureau d'étude d'accompagnement de la loi zéro-phyto*

« Je suis là pour voir tout ce qui se fait, ce qu'il est possible de faire. Je suis aussi très intéressée par la précarité énergétique ».

#### **Mathilde Tournebize**

“Je travaille chez un semencier. Mais je suis venue seule car j'ai envie de créer un jardin sur un toit. Il faut reconnecter l'urbain à la production agricole.”

#### **Ghislaine Laroche**

*Aquaponie Vallée, Lorient*

“Je travaille dans une association dans la Drôme, qui développe des projets d'aquaponie mobile. Nous travaillons notamment à l'implantation de 1000 m2 de plantes aromatiques à Lorient, où nous sommes basés, dans le tissu urbain.”

#### **Karim Rahal**

*Ingénieur agronome, collectif Torba Alger*

“Nous avons créé Torba il y a quatre ans, pour développer un projet de permaculture en milieu urbain, avec des jardins partagés et de l'agriculture paysanne. Nous travaillons à petite échelle d'un quartier, d'une école, et amenons aussi les gens à réfléchir. Certains sont très réceptifs.”

#### **Augustin Burnotte**

*Ecole d'été en agriculture urbaine et alimentation durable de Bruxelles*

Après une première édition en 2016, nous organisons à nouveau cette année, en juillet, une nouvelle école d'été agriculture urbaine et alimentation durable. Avec des ateliers et des débats, elle s'articule autour d'un apprentissage fois théorique et pratique. Elle vise à informer et former un public de Bruxelles et d'ailleurs aux enjeux de l'agriculture urbaine, et à partager et enrichir nos savoir-faire, entre acteurs experts et amateurs. A Bruxelles, il y a une centaine de potagers collectifs, sur 19 communes. Et il y a une forte dynamique pour partager le savoir et l'autosuffisance alimentaire.

## Une diversité d'agricultures urbaines

*Comment monter un projet d'agriculture urbaine ? Plusieurs réponses ont été apportées par des exemples dans la région parisienne et dans des écoquartiers.*

### Les Parisculteurs

La première émane des Parisculteurs, un appel à projet lancé par la ville de Paris en 2013 pour végétaliser de manière innovante certains toits ou terrasses. La moitié de ces projets avait trait à l'agriculture urbaine, les lauréats ayant la possibilité d'exploiter ces surfaces disponibles moyennant une redevance payée à la ville, calculée en fonction du chiffre d'affaires. La collectivité s'engageait en outre à financer les travaux nécessaires à cette activité : la réfection de l'étanchéité ou la pose de garde-corps par exemple.

33 lauréats sur 126 candidats ont été retenus en novembre 2016 pour 46 sites privés et publics sélectionnés en fonction d'un certain nombre de critères techniques : surface, encombrement, portance, nature du bâtiment, accessibilité... Chaque projet a fait l'objet d'une analyse par une commission technique composée de représentants des directions des espaces verts, de l'urbanisme, du patrimoine architectural de la ville de Paris, de la chambre d'agriculture, de la direction régionale de l'agriculture et de la forêt. Une équipe d'assistance à maîtrise d'ouvrage accompagne chaque porteur de projet pendant l'année 2017.

Cet appel à projet a permis de mettre à disposition du foncier, de végétaliser des surfaces de manière rapide et économique, de favoriser la diversité des formes d'agriculture urbaine, de faire émerger de nouveaux porteurs de projet, mais aussi d'identifier les limites techniques et réglementaires de la culture sur toiture. Cette démarche a aussi contribué à la montée en compétence des services techniques municipaux, à la professionnalisation de l'agriculture urbaine, au rapprochement avec les professions agricoles.

Cette expérience peut-elle être dupliquée ? « Cet appel à projet a été sans aucun doute un catalyseur du développement de l'agriculture urbaine à Paris », affirme Mélanie Collé d'AgroParisTech. Il a eu pour effet d'accélérer le processus de végétalisation, d'élargir le réseau d'acteurs. Le dialogue engagé entre la ville et les agriculteurs est aussi positif. Le deuxième acte de Parisculteurs est en train de s'écrire, malgré les difficultés de certains porteurs de projets à s'installer.

## Un observatoire francilien de l'agriculture urbaine

Chargé de mission "agriculture urbaine" à Natureparif, l'agence régionale pour la nature et la biodiversité en Ile de France, Antoine Lagneau a présenté l'Observatoire francilien de l'agriculture urbaine et de la biodiversité. Dont la fonction première de cartographier les espaces relevant de cette activité, des jardinières de particuliers aux jardins potagers et familiaux.

Cet observatoire montre qu'il existe une majorité de jardins potagers et familiaux, à vocation pédagogique, productive, d'insertion, de proximité, gérés en règle générale par des associations. Leur production est très majoritairement (88 %) familiale et non marchande. Plus de 90 % n'utilisent pas de pesticides. Ces espaces ont une grande diversité de production : 65 % cultivent des fruits, légumes et aromates. 44 % ont une action conservatoire, une attention particulière aux variétés anciennes.

A la lumière de ces quelques résultats (voir également l'encadré ci-dessous), Antoine Lagneau estime que « les villes ou métropoles auraient tout intérêt à développer un tel outil pour accompagner leur politique en matière d'agriculture urbaine », pour « mieux prendre en compte toutes les formes d'agriculture ». « L'agriculture urbaine doit être envisagée comme un mix agricole d'agriculture rurale, péri-urbaine et urbaine dans le cadre d'un système d'alimentation local », poursuit le chargé de mission de Natureparif. « Les espaces dévolus à l'agriculture urbaine doivent-ils être pérennes ? De mon point de vue : oui. Car il apparaît difficile de les envisager de manière transitoire. L'agriculture urbaine a besoin de pérennité pour se développer », conclut-il.

## Agriculture urbaine et Ecoquartiers

Autre approche : celle de Cyril Pouvesle du Cerema. Il a mis en lumière les liaisons entre agriculture urbaine et opération d'aménagement comme les écoquartiers, afin de sensibiliser les responsables de l'aménagement urbain à cette problématique.

La démarche d'écoquartier date de 2013. Depuis, ces projets avancent à un rythme différent selon leur localisation urbaine, péri-urbaine, rurale. La place de l'agriculture urbaine varie fortement d'un projet à l'autre. Quinze des cinquante-et-un écoquartiers étudiés accordent de l'espace aux jardins potagers et familiaux, à des projets d'agriculteurs professionnels dans quelques cas. Dans le cadre des Docks de Saint-Ouen, un grand parc est créé à l'intérieur duquel sont relocalisés des jardins familiaux, où est implantée une serre pédagogique. A Rennes, dans la ZAC de la Courrouze sont mis en place des potagers en bacs. A Montévrain, près du parc Eurodisney, une place est réservée à une agriculture de proximité, à de petites parcelles biologiques, au développement de l'arboriculture et de pépinières. Dans le Val de Reuil, le maraichage est promu par un système de distribution locale,

de boutiques de producteurs. Selon les quartiers, différents canaux de distribution sont privilégiés : un local à disposition d'une Amap, un espace de restauration collective, des marchés, des boutiques de producteurs. D'autres optent pour une logique de sensibilisation avec des espaces éphémères. Tout un panel susceptible de dynamiser différentes formes d'agriculture urbaine.

#### **L'agriculture urbaine en Ile de France en chiffres**

870 espaces recensés

338 cultivés

43 % situés dans la grande couronne parisienne

40 % dans la petite couronne

17 % à Paris

4.700 m<sup>2</sup> en moyenne (chacun).

*Source : Natureparif*

## **Le foncier au centre des préoccupations**

*Le montage d'un projet en agriculture urbaine nécessite une multiplicité de partenariat. Une démarche ouverte au plus grand nombre d'acteurs. Exemples à Lyon, Lille, Toulouse et dans le Rhône.*

La première à être impliquée dans une politique d'agriculture urbaine est la ville, collectivité d'accueil des projets. De par sa proximité avec les acteurs locaux, de par son action de sensibilisation à une consommation responsable, de par ses marchés alimentaires et bio, comme à Lyon, elle peut agir sur la définition d'un schéma de l'alimentation responsable, comme elle l'a fait en 2016. « On peut agir à différents niveaux, remarque Dounia Besson. Tout un travail est à faire également en direction des agents de la collectivité », indique l'adjointe au maire à l'économie sociale et solidaire et au développement durable qui a contribué à la mise en place d'un conseil local de l'alimentation durable en 2016 visant à faire émerger des projets mutualisés, à « changer d'échelle ».

« Aujourd'hui, il y a une véritable pression sociale des habitants pour jardiner, pour se rencontrer autour de jardins potagers. Le véritable enjeu est celui du financement », assure l'élue lyonnaise.

## Agriculture verticale et food tech

A Lille, l'école d'ingénieurs ISA suit en particulier deux projets. Le premier dans la friche industrielle Badcook où étaient construites des locomotives. Ces hangars repris par un syndicat mixte ont vocation à être transformés en halle gourmande, à être dédiés en partie à un certain type d'agriculture urbaine verticale dont les modalités seront définies en concertation avec les habitants. Second projet : une start-up liée à la food tech dans le cadre d'Euralimentaire du marché d'intérêt national de Lomme. Ce projet est de produire des insectes pour l'alimentation humaine.

« La Métropole européenne de Lille (MEL) a une politique agricole en rapport avec les espaces péri-urbains », explique Marie Stankowiak de l'ISA qui pointe un déficit de mise en réseau et d'échanges entre les acteurs locaux. Des jardins ouvriers collectifs présents depuis longtemps dans l'agglomération lilloise à l'agriculture urbaine, « il manque un dispositif global qui prenne en compte toutes les réalités de l'agriculture urbaine et péri-urbaine », note-t-elle.

## Stratégie foncière et tension sociale

Chercheur à l'ENSFEA à Toulouse, Olivier Bories s'intéresse à la question du foncier particulièrement prégnante dans l'agglomération toulousaine, confrontée à une pression démographique (on dénombre 9 000 à 15 000 nouveaux habitants par an dans cette aire urbaine), où l'artificialisation des sols est « très compliquée à enrayer », selon lui.

« Quelle stratégie foncière proposée dans ces conditions pour une ville plus verte, plus comestible ? » s'interroge-t-il. La fabrication d'une autre ville plus aérée, plus paysagère, plus agréable à vivre passe pour Olivier Bories par la complémentarité des agriculteurs et la co-construction d'un projet d'autosuffisance. En 2012, a été signée une charte relative à l'agriculture péri-urbaine avec la chambre d'agriculture. A échéance 2050, 1 000 hectares de terres seront réservés en ville à des activités agricoles pour construire un système d'alimentation de proximité. L'un des sites retenus est celui de la plaine maraîchère de Blagnac, 135 hectares compris dans le périmètre du Plan de prévention des risques d'inondation (PPRI). Aujourd'hui, il est projeté de préserver les espaces fertiles en bordure de cours d'eau qui pourraient servir au développement de l'agriculture urbaine. Mais « la pression foncière se traduit par un emballement des stratégies spéculatives », constate Olivier Bories. Le foncier cristallise localement des tensions sociales. »

Pour le chercheur, il faut construire une stratégie de gestion foncière radicale, avec le relais d'associations comme Terre de liens. Il existe des outils comme les zones agricoles protégées qui permettent de rendre inconstructibles certaines surfaces.



## Un espace sauvegardé

A Ecully, la pression foncière, on connaît également. Mais le centre de formation horticole est un peu comme le village gaulois d'Astérix, il résiste depuis deux siècles aux appétits immobiliers. Malgré les nombreux changements du nom de l'école, la parcelle achetée il y a 150 ans est toujours restée dans le domaine public et mise à disposition de l'enseignement agricole malgré son classement en terrain constructible. « Cette parcelle d'une dizaine d'hectares vaut plus de 10 millions d'euros », note Alain Grenet de la Ferme de l'Abbé Rozier.

« Le choix de défendre cette fonction agricole pédagogique, on n'a pas pu le faire tout seul, souligne-t-il. On ne voulait pas garder notre joujou pour nous. Aussi on a ouvert la porte. » Aussi bien à l'économie sociale et solidaire qui cultive les terres, à la chambre d'agriculture pour la production bio, à un réseau de producteurs pour la commercialisation. La Ferme de l'Abbé Rozier est tout à la fois un espace de culture, un lieu de formation et d'insertion, un marché de producteurs bio, un lieu d'expérimentation en matière d'hydroponie verticale (hors sol). Pour pérenniser cette aventure en perpétuel mouvement, les responsables de la ferme militent pour le reclassement des terres en zone non constructible dans le cadre de la révision du Plan local d'urbanisme métropolitain.

## Un accès au foncier facilité

A l'Addear du Rhône, on accompagne les nouveaux porteurs de projet agricole qui proviennent pour 70 % d'horizons très différents et souhaitent se reconverter », indique Gaëlle Desorme, animatrice et chargée de mission. Un chiffre à mettre en résonance avec les 70 % d'agriculteurs et d'agricultrices qui vont arriver à l'âge de la retraite d'ici moins de 10 ans.

L'association départementale accueille 120 porteurs de projet par an. L'un des obstacles auquel ils se heurtent est l'accès au foncier. « Pour établir la confiance », ils peuvent tester leur projet. A leur disposition un espace d'essai en archipel, du matériel et des équipements agricoles, un statut social et juridique dans le cadre d'une coopérative d'activités. Ils bénéficient aussi d'un tutorat technique. Plusieurs projets sont testés dans les domaines de l'arboriculture, de la production de petits fruits rouges. Un autre est situé en secteur péri-urbain. Le syndicat mixte du Rhône Nord est impliqué. Il s'agit de tester l'élevage de porcs bio en plein air sur 5 hectares. « Pour une collectivité, l'achat de foncier agricole n'est pas difficile, pas cher », relève Gaëlle Desorme. L'Addear leur propose de le mettre à disposition pour des tests. Un tel dispositif d'accompagnement pourrait être adapté à des parcelles en milieu urbain.

## Une hybridation des profils et des formations

Qui est « l'agriculteur urbain » ? Comment la formation peut-elle aider à l'émergence de ce nouveau métier ? « Nous voilà au cœur du sujet », lance Maxime Delayer, directeur du CFPH d'Ecully, qui constate avec son collègue Alain Grenet, que de nombreuses questions relatives aux compétences apparaissent toujours au cours de la construction de projets. Or la table-ronde sur ce sujet, le vendredi 16 juin au matin, a prouvé deux choses : les profils des personnes œuvrant dans l'agriculture urbaine sont extrêmement variés et le marché de la formation spécialisée est encore émergent.

« Pour nous, école d'ingénieurs agronomes, assure Perrine Vandenbroucke, enseignante-chercheuse à l'Isard de Lyon, c'est une vraie question que de savoir quels sont les profils attendus dans l'agriculture urbaine, afin de pouvoir les former au mieux ». Pour l'heure, elle a repéré « une dimension militante particulièrement importante », une envie d'innover et des expertises acquises dans des domaines très divers.

### Des virages et des voyages

La variété des parcours des intervenants venus ce jour-là en témoigner, le prouve. Charlotte Vignal, directrice de La Marmite Urbaine, à Lyon, par exemple, a commencé par suivre une formation universitaire de sciences politiques, avant de passer un master Etudes européennes. « Là, je me suis intéressée à la Politique agricole commune (Pac), aux questions de sécurité et de souveraineté alimentaire..., rapporte-t-elle. Mais je ne connaissais rien au milieu agricole ». Mais pour elle comme pour d'autres porteurs de projet, des expériences à l'étranger se sont révélées marquantes : six mois au sein d'un conservatoire de graines en Inde ou encore la rencontre avec le Canadien Eric Duchemin et la visite de la cuisine de quartier créée à Montréal à partir de cultures réalisées sur des toits. Une idée qu'elle a reproduite à Lyon, où elle a lancé, en 2015, le projet pilote de potager sur les toits et de cuisine solidaire : la Marmite urbaine était née, avec l'aide de l'incubateur de l'économie sociale et solidaire, et de la Métropole de Lyon. « Je m'occupe des questions générales, de la communication, etc, explique-t-elle, et j'ai intégré un agronome et une personne formée au CFPH aux techniques de maraichage ». Trois profils qui se complètent bien.

Mathilde Lagesse, elle aussi, est dans l'innovation : cette ingénieure agronome de formation, promise à l'industrie chimique, est aujourd'hui responsable développement durable du promoteur Bouygues Immobilier. « Nous passons actuellement à une activité de pure player de l'immobilier, d'opérateur urbain, assure-t-elle. Les collectivités locales nous soumettent leurs enjeux de création de lien social, d'attractivité, de logistique durable, de sécurité alimentaire... Qui peuvent trouver une

réponse par l'agriculture urbaine ». Les profils traditionnels de la promotion immobilière étant inadaptés, elle est donc venue apporter ses connaissances pour que toutes ces dimensions soient intégrées dans les projets d'immeubles. Elle-même a besoin pour cela de s'entourer d'autres compétences. « Mais il n'y a pas encore de professionnalisation des exploitants urbains, on trouve surtout de militants de tous horizons - architectes, paysagistes, cadres associatifs... - ou encore des personnes issues des chambres d'agriculture ou du monde agricole ». Pour développer une méthode d'installation de projets, faire des diagnostics territoriaux, etc, elle fait aussi appel à un bureau d'études. « Il y a encore un grand fossé, en termes de vocabulaire et de vision, entre ces différents mondes, constate-t-elle, mais il est déjà intéressant qu'un promoteur ait embauché une ingénieure agronome ! ».

Autre profil original encore, celui de Noémie Monnier, chargée de développement du collectif de structures d'insertion par l'économie Cultivons la ville : ingénieure agronome également, elle a complété son cursus par un master en anthropologie de l'environnement. « Si j'aime la gestion des espaces verts, j'ai aussi une sensibilité à l'humain », explique la jeune femme qui, elle aussi, a connu des expériences internationales déterminantes, à Detroit, aux USA, à Cuba, ou encore à Toronto au Canada. Son rôle est aujourd'hui de trouver des partenaires pour les structures du collectif, qui, chaque année, permettent à 900 personnes peu ou pas qualifiées de reprendre pied dans le monde du travail. « Il y a un gros enjeu d'insertion vers des start-up qui cherchent des jardiniers urbains », assure-t-elle. Michela Falcone, membre du collectif d'architectes Archifluid, a su également s'associer à un partenaire spécialisé, Topager, pour répondre au concours d'idées Lyon Design : ensemble, ils ont conçu un potager de culture hors sol sous la forme d'un réservoir vertical hydroponique.

« Dans toutes ces interventions, on voit bien que la formation initiale peut être variable, constate Perrine Vandembroucke. Mais il y a toujours l'importance des voyages pour recueillir des idées et le recours à des expertises ». Sur ce point, des participants ont rappelé la nécessité d'une « vraie pluridisciplinarité », comme cette diététicienne qui estime qu'il faut associer les professionnels de la santé et de sa promotion, ou encore la responsable de l'association Passe Jardin, qui assure que les acteurs du social, eux aussi, doivent être formés à l'animation des jardins.

### **Se nourrir les uns des autres**

En effet, à l'hybridation des profils doit répondre une hybridation des formations. Certes, a rappelé - sous les applaudissements - un enseignant de l'établissement de Lyon-Dardilly, « chaque année, dans les formations à l'horticulture, des jeunes, eux aussi militants, sont formés aux techniques de production hors sol, aux spécificités des milieux contraints, etc ». Pour lui, « l'agriculteur urbain, c'est un néo-horticulteur ». Mais pour Maxime Delayer, l'agriculture urbaine est plutôt « le trait d'union »

entre différents cursus (architecte, paysagiste, horticulteur...). Sans chercher à concurrencer son homologue rurale, l'agriculture urbaine vise une production, mais aussi la commercialisation, l'insertion, la pédagogie, etc.

L'expérience canadienne de création d'une école d'agriculture urbaine est à ce titre instructive. « Quand nous l'avons lancée, en 2008, tout le monde nous regardait avec des grands yeux, car les centres de formations étaient jusqu'alors cloisonnés, rapporte Eric Duchemin, responsable du Laboratoire sur l'agriculture urbaine de l'Université du Québec, à Montréal. Nous l'avons fait non seulement pour former les porteurs de projet mais surtout pour les mettre en réseau ». Aujourd'hui, il assure que tous les centres de formation en agriculture biologique et horticulture proposent des modules sur l'agriculture urbaine. « C'est un vrai marché, poursuit-il, mais le gouvernement ne pourra en accepter qu'un ou deux. On peut former des agriculteurs à devenir maraîchers mais il faut d'abord se demander pourquoi on les forme pour qu'après, ils gagnent leur vie ». Pour lui aussi, il faut que les travailleurs sociaux et autres animateurs de jardins acquièrent également des connaissances en agronomie. Il faut aussi, estime-t-il, intégrer des compétences en politique, en droit, en marketing, en communication... : « C'est-à-dire travailler en équipe interdisciplinaire et que chacun intègre les objectifs de l'autre ».

S'il manque encore un statut officiel de l'exploitant urbain, un représentant de la direction générale de l'enseignement et de la recherche, présent dans la salle ce vendredi 16 juin, l'assure : ce service de l'Etat français, lui aussi, est « sensible à l'agriculture urbaine et à l'avenir des stagiaires qui se forment dans ce domaine ». Cela répond à un enjeu d'insertion qui fait partie depuis longtemps, rappelle un autre participant, des missions de l'enseignement agricole. « Nous avons fait le choix de créer cette option agriculture urbaine dans nos formations, surenchérit Maxime Delayer, car notre rôle est d'être au cœur du changement ».

Une nouvelle évolution apparaît d'ailleurs au Canada, rapporte Eric Duchemin : « Nous avons déjà formé beaucoup d'entrepreneurs, mais actuellement, les demandes de formation deviennent plus précises : une entreprise de la distribution employant 140 personnes a voulu par exemple toutes les former. Les organismes de formation doivent anticiper ces changements ». Ce qui nécessite, selon un participant, de « penser la formation des formateurs ». Mais peut-être aussi, ajoute un autre, de promouvoir un changement sociétal : « Il faut promouvoir l'agriculture collaborative, dès après le collège : que chacun d'entre nous devienne un peu jardinier ! ».

Les JNAU ont été l'occasion de présenter l'Association française pour l'agriculture urbaine professionnelle (Afaup). Ses objectifs : fédérer les associations et entreprises du secteur pour qu'elles se connaissent et travaillent en complémentarité, mutualiser les connaissances et les moyens, parler d'une seule voix pour promouvoir un statut juridique et enfin diffuser des études et informations auprès de tous ceux qui font la ville. L'Afaup vient à ce titre de publier un Livre Blanc de l'agriculture urbaine. « Mais plus nous serons nombreux, plus notre voix portera », a lancé son représentant aux participants de cette deuxième journée.

<http://www.afaup.org>

De son côté, l'Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture (Astredhor), institut technique d'horticulture intervenant pour le ministère de l'agriculture, conduit des travaux sur les perspectives ouvertes par l'agriculture urbaine pour la production horticole. Guillaume Morel-Chevillet, son représentant, a participé à une étude de projets en Europe, aux Etats-Unis et en Asie afin de voir quels sont leurs modèles économiques, leurs débouchés, leurs résultats... Toutes ces observations et leur analyse font l'objet d'un livre, intitulé « Agriculteurs urbains : du balcon à la profession », à paraître en septembre 2017.

<Http://www.astredhor.fr>

Quant à Anne-Cécile Daniel, chercheuse à Agro Paris Tech, elle a réalisé une étude intitulée « Fonctionnement et durabilité des micro-fermes urbaines ». « Bien que les projets existants soient peu nombreux, et encore jeunes et fragiles, explique-t-elle, nous avons essayé d'en retirer des indicateurs de durabilité. Pour cela, nous sommes allés à trois dans des micro-fermes d'Ile-de-France et y avons épluché les comptes de résultat et autres documents ». Dans ce rapport, elle décrit cinq formes de micro-fermes : « culturelle, découverte, éducation, insertion et agricole ». Sa conclusion : « Les micro-fermes pourraient être le couteau-suisse permettant de répondre aux multiples problématiques des villes ».

<http://www.cityfarmer.org/2017DanielACD.pdf>

**Carole Gouraud** : « Je suis venue au JNAU d'une part parce que je suis professeur d'histoire-géographie dans l'enseignement secondaire : la France des villes et les transformations urbaines en cours sont au programme de Seconde et de première. Mais je viens aussi parce que j'ai l'idée de me reconverter dans ce domaine. Je suis donc intéressée de savoir comment construire un modèle économique. Cela me paraissait difficile sans subvention, mais j'ai été surprise de voir que la Boite à champignon, que j'ai visitée dans le cadre de ces Journées, réalise un produit à forte valeur ajoutée ».

**Thimothée** : « J'ai participé à la visite des serres passives et des tours utilisant la technologie ZipGrow parce que j'ai un projet de reconversion pour une production alimentaire. J'ai été intéressé notamment par l'autonomie en matière d'énergie ».

## Construire un business model... sans modèle

« Quand un porteur de projet va voir un partenaire potentiel, celui-ci lui demande forcément quel est son business model. C'est quelque chose d'important pour que ce secteur trouve des facteurs de pérennité ». Véronique Saint-Ges, économiste à l'Inra et responsable du cabinet de conseil GROoW'In, aide certains de ces entrepreneurs à élaborer cet outil qui prévoit et décrit comment l'entreprise va produire et créer de la valeur. Elle utilise un outil listant les questions à se poser : qui sont les partenaires clés, que sont les activités et les ressources clés (encadrants, semences, etc), qui sont les clients potentiels, quels seront les circuits de distribution, quelle est la structure des coûts, quelle est la rémunération de la valeur... « C'est un outil de gestion qui peut évoluer au fil des ans, assure l'économiste. Il importera ensuite de se reposer régulièrement ces questions ».

Elle admet cependant que, dans ce secteur émergent qu'est l'agriculture urbaine, construire ce business model n'est pas facile, du fait de la diversité des projets et du manque de recul. « Il n'y a pas un seul business model possible », assure-t-elle. L'ampleur du projet peut en effet varier, comme le type d'offre, de clients, d'infrastructures et même la viabilité financière.

Preuve en a été apportée, ce vendredi 16 juin, par les participants à la table-ronde portant sur ce sujet : à chaque projet semble correspondre un modèle économique différent. Un élément, cependant, les réunit, c'est l'innovation. Sébastien Goelzer, urbaniste, par exemple, a créé la Société coopérative d'intérêt collectif (Scic) Vergers urbains, en 2012, à partir de l'idée d'impliquer les citoyens urbains dans leur alimentation. « Au début, c'était informel, raconte-t-il, puis j'ai été amené à embaucher : aujourd'hui, nous avons six salariés, plus des stagiaires et des jeunes en service civique ». Face à ces coûts, il a fallu prévoir des rentrées d'argent, les subventions étant réduites. Ces rentrées sont assurées par des prestations d'accompagnement à la création de jardins collectifs et/ou pédagogiques, ainsi que d'animation, par exemple pour des centres sociaux. « Ce qui porte la structure, ce n'est pas la production, c'est tout le reste », assure Sébastien Goelzer. Certes, assure un auditeur, « il ne faut pas faire une croix sur les apports de la production, car c'est le fondement du travail d'agriculteur », mais pour une autre, « il faut sortir de l'idée que l'exploitant va s'en sortir tout seul : le consommateur peut être partie prenante ».

Gauthier La Combe, lui, est directeur associé de Mugo, une société de paysagistes devenue également bureau d'études en agriculture urbaine. Applaudi par les participants aux JNAU de Lyon, il a expliqué qu'avec son frère et associé, ils ont « le rêve que la France redevienne une terre de paysans, des paysans entrepreneurs ». Eux aussi ont choisi d'axer leur activité sur l'innovation. Avec son équipe composée de paysagistes, d'ingénieurs, de fleuristes, et même de stagiaires en

géographie, il accompagne la création de micro-fermes sur toitures, de jardins collectifs... Mugo travaille actuellement sur une vingtaine de ces projets.

## Economie circulaire

Yves Cristol, directeur général de InVivo Food & Tech, une union de 110 coopératives d'agriculteurs et éleveurs, cherche, lui aussi, à innover et à croiser les approches : « Nous sommes des coopératives traditionnelles, explique-t-il. Aussi, face à la concurrence internationale, nous devons réfléchir à notre avenir d'ici 20 ou 30 ans. C'est pourquoi nous avons décidé d'aller voir des expériences d'agriculture urbaine, partout dans le monde ». Objectif : créer un fonds d'amorçage pour des start-up de l'agro-alimentaire. Les résultats de ses observations : « Ce qui est cher, en ville, c'est le foncier. Il faut donc mixer, en un même lieu, la production (verticale), la distribution et des approvisionnements par les cultivateurs traditionnels. Nous allons aussi automatiser de plus en plus, pour réduire la masse salariale, et réduire les consommations d'énergie ».

Enfin, Grégoire Bleu, co-fondateur de La Boîte à champignons, à Lyon, est également allé chercher des idées à l'étranger, particulièrement dans des pays en développement : « Ceux-ci utilisent beaucoup l'économie circulaire : les déchets deviennent du substrat, les chômeurs sont des ressources humaines, les friches des opportunités et les consommateurs retrouvent l'accès à un choix de produits ». Sur ce modèle, il a observé que « la ville regorge de ressources inexploitées ». C'est ainsi le marc de café, qu'il récupère et met en sacs de différentes tailles pour y faire se développer des champignons, : des pleurotes très appréciées des restaurateurs. « C'est rentable car on utilise tout », résume-t-il.

De la même façon, la société Les Refarmers, dont la « Petite ferme » est installée sur le site de l'EPLEFPA de Lyon-Ecully, utilise le moindre espace pour produire, grâce à sa technologie brevetée de culture verticale hydroponique, « ZipGrow ». « Nous accompagnons aussi des projets de tous horizons, comme la création d'un mur de plantes aromatiques dans un supermarché, par exemple, explique Eric Dargent, l'un des fondateurs. Nous formons ces porteurs de projets à produire mais aussi à vendre ». La capacité d'innovation de cette société a été reconnue par son intégration à l'un des projets du programme européen pour la recherche et l'innovation, Horizon 2020. Celui-ci vise à développer une stratégie de collecte et de recyclage de biodéchets urbains, avec la création de micro-méthaniseurs permettant de produire des bio-pesticides et des fertilisants.

## S'adapter à son territoire

Au Canada, Eric Duchemin a dû lui aussi innover pour créer la Ferme du palais des congrès de Montréal. Contrairement à la majorité des projets en agriculture urbaine, le défi n'était pas la petitesse de la superficie à cultiver, mais, au contraire, sa grande taille : 1200 m<sup>2</sup> sur le toit du palais des congrès. « C'est un grand défi, assure-t-il. Nous travaillons avec un spécialiste de l'irrigation et nous documentons cette question au fur et à mesure pour que cela serve à d'autres ». Il s'agit aussi de sensibiliser les porteurs du projet au temps de travail nécessaire pour produire, qui influe sur ce qu'il faudra payer aux salariés. « Des questions auxquelles on ne s'attendaient pas arrivent au fur et à mesure, commente-t-il : quel substrat faut-il pour installer là un vignoble, par exemple ? ». La mise sur le marché, elle, est organisée, mutualisée avec d'autres distributeurs sur des points de vente commun.

Ainsi, comme l'assure un auditeur, chaque projet s'adapte à son territoire, aux besoins locaux, veillant à utiliser les lieux « délaissés » pour ne pas entrer en concurrence avec les parcs et jardins pour l'occupation du foncier. « En matière d'agriculture urbaine, conclut-il, on ne peut pas chercher le *plug and play* » (j'installe et ça fonctionne, Ndlr).



## « Dix questions pour l'avenir »

*Jean-Noël Consalès, chercheur à l'Université d'Aix-Marseille (unité de recherche Temps, Espaces, Langages, Europe Méridionale - Méditerranée)*

«On peut s'étonner du chemin parcouru en France, en si peu de temps, sur ce sujet de l'agriculture urbaine : en 2012, nous étions réellement en retard, mais dès 2013, a eu lieu la première université d'été. Puis Natur Paris a pris l'initiative d'ateliers, suivi aujourd'hui par les acteurs lyonnais. Le raisonnement devient plus fin, on parle professionnalisation. Certes, l'aspect pionnier perdure, mais certaines questions ou sujets de réflexion émergent pour tous.

La première est une question de philosophie économique : la professionnalisation est associée à la monétarisation, alors que le secteur était né du mouvement associatif. La seconde est celle du business model à trouver et, au-delà, des modèles techniques. Troisième question, le positionnement économique : traditionnellement, la vente de services et celle de biens sont séparées, mais l'avenir de l'agriculture urbaine se situe dans l'entre-deux. Quatrième point, le consommateur : qui est-il ? quel prix est-il prêt à payer ? La dimension sociale ne doit pas être oubliée. Cinquième élément, les moyens : le foncier urbain n'est-il accessible que de manière éphémère ? Il faut explorer toutes les ressources de la ville. Sixième sujet, le statut de l'agriculteur urbain, que l'Afaup travaille à faire reconnaître. Septième question : se professionnaliser signifie se structurer, adopter des normes de qualité, des règles. Huitième point : la commercialisation induit de se confronter à la concurrence, celle du milieu associatif, hyper-développée, et celle des agriculteurs traditionnels, dont il faut se rapprocher. Le neuvième question porte sur le rôle des collectivités : facilitateur ? régulateur de la concurrence ? financeur ?... Dixième point, la formation, qui tend vers un bouquet de disciplines très variées. Enfin, il va falloir réfléchir, globalement, à la dynamique que tout cela crée.

Au final, mon sentiment personnel est que l'agriculteur urbain est un agent actif d'un rapport plus équilibré à l'environnement, de projets « territorialisés » et « territorialisants », pluridisciplinaires et innovants, de capitalisation et de « réseautage ».

## Organisateurs



## Partenaires

